



HAL
open science

Migrations contemporaines à Berlin de 1917 à nos jours

Elissa Mailänder

► **To cite this version:**

Elissa Mailänder. Migrations contemporaines à Berlin de 1917 à nos jours : Atelier topographique d'histoire sur le terrain pour jeunes chercheur.e.s (05 au 11 mai 2019). [Rapport de recherche] Centre d'histoire de Sciences Po; Centre Marc Bloch. 2019, pp.16. hal-03613473

HAL Id: hal-03613473

<https://sciencespo.hal.science/hal-03613473>

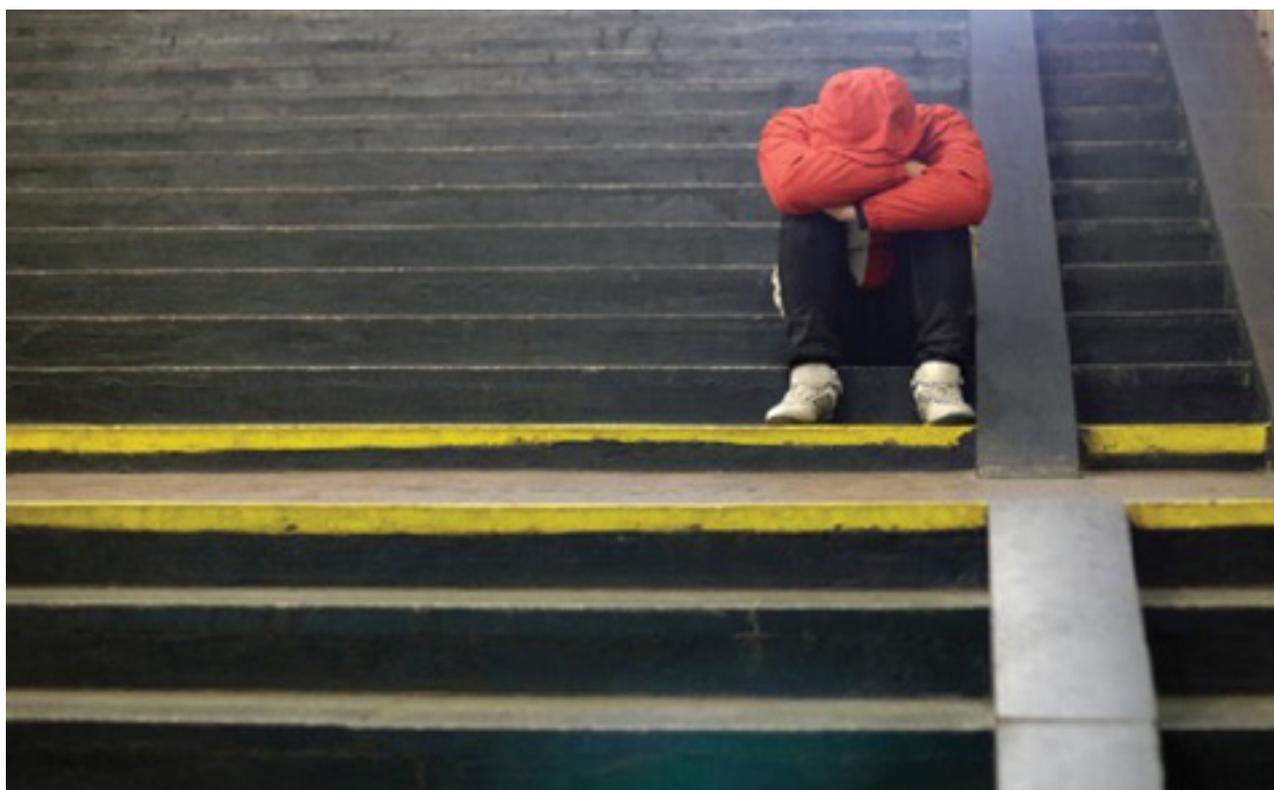
Submitted on 18 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

MIGRATIONS CONTEMPORAINES À BERLIN DE 1917 À NOS JOURS

ATELIER TOPOGRAPHIQUE D'HISTOIRE SUR LE TERRAIN POUR JEUNES CHERCHEUR.E.S (05 au 11 mai 2019)



Young homeless man sleeping on the street © Roman Bodnarchuk Shutterstock n° 517854565

Mots clés : Migrations et exils (forcés) – réfugié.e.s – topographie – Première et Seconde Guerre mondiale, nazisme, RFA/RDA, post-unification – histoire du quotidien – intégrations/exclusions – marginalisations – solidarités – appropriations de l'espace

INTRODUCTION ET PRÉSENTATION DE L'ATELIER

Le paradigme de la migration, dans ses dimensions historique, anthropologique, sociologique et géographique, est un thème de recherche qui se renouvelle constamment et qui a gagné ces dix dernières années en Europe – notamment en Allemagne depuis l'été 2015 – une dimension politique et sociale de premier plan. L'actualité de la question des réfugié.e.s en Allemagne et en Europe invitait ainsi à réfléchir à la question sur la longue durée du XXe siècle, dans une périodisation allant de 1917-18 (exil causé par la Révolution russe ; fin de la Première Guerre mondiale, fin des Empires et création de nouveaux États-nations, notamment en Europe de l'est) à nos jours. C'était là le cœur des réflexions développées lors de l'atelier topographique qui s'est tenu du 5 au 11 mai au Centre Marc Bloch à Berlin.

Ville-palimpseste, Berlin garde les traces vives des strates migratoires passées. Vue sous l'angle de la migration forcée p. ex., la période retenue n'est pas uniquement celle du « long » XXe siècle – c'est aussi un siècle particulièrement « sombre », au cours duquel on a assisté aux mouvements forcés de populations les plus importants, en raison notamment des nombreuses périodes d'(après-)guerres : révolutions, guerres mondiales, guerre froide et zones « chaudes » de conflit, qui ont provoqué des violences de masse et des génocides, accompagnés de vagues de migrations. Avec cette nouvelle édition d'un atelier topographique d'histoire sur le terrain, dix-sept mastérent.e.s et (post-)doctorant.e.s étaient invité.e.s à réfléchir à la migration en termes de topographie et d'histoire : quelles « vagues » migratoires distingue-t-on dans l'histoire de Berlin ? Comment s'articule la migration et les pouvoirs (état, politique, société) à différentes époques ? Comment les migrant.e.s s'accommodèrent-elles/ils des conditions d'accueil, des contraintes et de l'espace urbain ?

L'étude de la métropole berlinoise semblait particulièrement pertinente puisqu'elle a été dans le « long XXe siècle » au cœur des reconfigurations d'une société ayant subi et soutenu à différents degrés des régimes dictatoriaux. Ces mutations radicales intrinsèquement liées aux phénomènes migratoires se sont profondément inscrites dans le tissu urbain. Comme nous avons pu l'observer avec les randonnées topographiques dans Kreuzberg et Charlottenburg, ces quartiers gardent des traces de différentes temporalités et vagues d'immigration : exil juif russe à Charlottenburg (années 1920) ; travailleurs forcés sous le nazisme, GastarbeiterIn et objecteurs de conscience allemands à Kreuzberg dans les années 1960 et 1970.

Tant comme objet d'étude que comme phénomène social, la question migratoire nécessite une approche pluridisciplinaire et ouvre des terrains d'analyse et de recherche multiples. La migration est souvent un phénomène urbain. Selon les termes de **Patrick Farges** dans son introduction thématique, la grande majorité des personnes qui migrent transitent par les villes ou bien s'y installent. Nous avons commencé la recherche des traces laissées par les migrations dans le tissu urbain berlinois avec un regard sur Berlin sous la République de Weimar où la ville comptait, comme l'a rappelé **Catherine Gousseff**, relativement peu d'étranger.e.s, en comparaison avec d'autres métropoles européennes. Lorsque les nazis prirent le pouvoir en 1933, Berlin ne comptait que quelque 20 000 étrangers, un chiffre qui allait considérablement augmenter avec la guerre initiée par l'Allemagne nazie dans sa conquête de l'Europe, entraînant l'exploitation des populations assujetties. La guerre totale entraîna une gigantesque exploitation de mains d'œuvre étrangère,

une problématique explorée dans les contributions de **Christel Trouvé** et **Gwendoline Cicottini**. En 1945, 10 millions de travailleur.se.s forcé.e.s et civil.e.s ainsi que des prisonniers de guerre vivaient à Berlin, tout.e.s employé.e.s au service de l'économie de guerre nazie.

La fin de la Seconde Guerre mondiale et la division de l'Allemagne en deux États idéologiquement opposés marquèrent une césure, mais l'essor économique et politique nécessita rapidement de faire appel à une main d'œuvre supplémentaire bon marché, tant à l'Ouest qu'à l'Est. C'est cette histoire qu'a retracé **Nikola Tietze** : dans le quartier de Kreuzberg s'installèrent des familles migrantes, pour la plupart turques, issues de la migration des « Gastarbeiter » (travailleurs immigrés des années 1960 à 1980). Dans le même temps et « en miroir », selon l'expression d'**Aurélie Denoyer**, les migrations de RDA – qu'il s'agisse de *Polit'Migranten* (émigré.e.s politiques) d'origine grecque, espagnole ou chilienne ou d'émigré.e.s économiques (principalement d'origine vietnamienne et mozambicaine) laissèrent leur empreinte à Berlin-Est, à Friedrichshain, Hohenschönhausen ou Marzahn. Enfin, dans la période post-réunification, Berlin attira aussi bien des personnes d'« origine allemande » provenant d'anciens États de l'Union soviétique (*Spätaussiedler*) qu'une nouvelle communauté juive se réappropriant la ville et son histoire, sujet traité par **Lisa Vapné**.

Le thème de la migration s'est révélé adapté à un dialogue franco-allemand et européen, notamment dans une volonté assumée de saisir la diversité méthodologique et heuristique que les différentes traditions scientifiques accordent à cet objet. Comme l'a rappelé **Elissa Mailänder**, l'atelier topographique d'histoire sur le terrain relève méthodologiquement d'une histoire du quotidien (**Alltagsgeschichte**) qui se présente comme une forme de micro-histoire, en ce qu'elle permet d'analyser en profondeur les relations interpersonnelles. Par ailleurs, il s'agit de mettre en avant la perspective des acteur.rice.s ainsi que leurs usages voire leurs « réappropriations » (selon le terme employé par l'historien allemand Alf Lüdtké, récemment décédé) des contraintes politiques et sociales et de l'espace.

Au cours de la semaine, nous avons eu l'occasion d'observer à travers les exposés et les matériaux fournis par les intervenant.e.s la façon dont les personnes nouvellement arrivées, qu'elles soient en transit à Berlin ou décidées à s'installer, se sont adaptées à leur nouvel environnement. Quatre transversalités ont été travaillées en groupe et discutées en séance plénière : marginalisations, intégration/exclusions, solidarités, appropriations de l'espace. Le présent rapport est une œuvre d'écriture collective associant les jeunes chercheur.se.s et les organisateur.rices de l'atelier.

PREMIÈRE TRANSVERSALITÉ : MARGINALISATIONS

L'immigration s'accompagne souvent d'un phénomène de marginalisation. Il ne s'agit pas d'observer seulement la marginalité en soi, mais le processus par lequel un phénomène devient marginal. Ainsi le concept de marginalité est-il utilisé dans de nombreuses sciences sociales comme l'économie, la psychanalyse ou la sociologie. Il est fondamental de noter que la marginalité recouvre à la fois l'exclusion de l'*extérieur* et

l'exclusion de l'*intérieur*. Ainsi, les migrant.e.s se retrouvent entre leur communauté d'origine et celle qu'ils/elles tentent d'intégrer et sont impliqué.e.s dans des rapports de pouvoir complexes.

Comment se fait la mise en place d'une marginalisation géographique dans l'espace urbain ? Le quartier de Kreuzberg fournit un bel exemple : quartier à forte identité sociale ouvrière, ce « Kiez » situé en périphérie du centre, est organisé en îlots, ce qui a relégué ses habitants géographiquement à la « marge du centre » de Berlin. Cette configuration géographique marginale a d'ailleurs été un facteur déterminant dans l'invisibilisation des populations installées à Kreuzberg dans un contexte de division de la ville. Depuis la mise en place de la politique des « *Gastarbeiter* » dans la République fédérale d'Allemagne des années 1960, Kreuzberg est devenu le point de chute de nombreux travailleurs immigrés, d'origine turque notamment. Pendant un temps, les politiques publiques n'ont pas permis au quartier de se développer. À titre d'exemple, on peut citer le projet d'autoroute datant de 1975 qui devait traverser le quartier – un projet qui fut finalement abandonné après la réunification, comme nous avons pu le constater dans le cadre d'une exposition permanente du Musée de Kreuzberg-Friedrichshain.

Se pose alors la question des formes de ghettoïsation au sein du quartier. Pendant la guerre froide, Kreuzberg faisait partie du secteur américain et était accolé à Berlin-Est. Quartier malfamé, il devient dans les années 1970 et 1980 un espace de liberté pour une jeunesse contestataire. Les squats et le punk font du quartier un haut-lieu de la contre-culture, dont l'aura n'a cessé de s'amplifier depuis la chute du mur. Les communautés turque et kurde s'y sont développées depuis leur arrivée et ont commencé à investir les lieux, ouvrant des commerces et créant une vie quotidienne excentrée, que notre guide **Caroline Marburger** nous a fait découvrir. Ce phénomène de marginalisation est néanmoins à relativiser aujourd'hui pour ce Kiez qui a transformé sa marginalité en ressource. L'ancien quartier populaire isolé pendant la division de Berlin (1961-1989) et haut-lieu de la contre-culture ouest-allemande, est devenu aujourd'hui une centralité touristique qui reçoit d'autres formes de « mobilité » transnationale (principalement universitaire et artistique), accélérant le processus de gentrification. Ainsi, les loyers ne cessent d'augmenter, comme le confirment de nombreux articles de presse, ainsi que le témoignage du restaurateur français **Michel**, installé à Berlin depuis plus de trois décennies.

À Charlottenburg, un phénomène similaire de marginalisation est observable. Les Russes qui ont fui la révolution bolchévique se retrouvent à Charlottenburg, commune indépendante jusqu'à son rattachement au Grand-Berlin dans les années 1920. L'arrivée des Russes à Berlin se fait, comme dans le cas de Kreuzberg, dans un lieu à l'écart du centre. Bien que leur but premier ne soit pas de s'établir – comme dans nombre d'autres contextes, l'immigration est souvent perçue comme transitoire et notre guide, **Bernd Gutberlet**, évoque à ce propos un « lieu de transit » –, un réseau russe s'organise à « Charlottengrad ». Ces émigré.e.s ne correspondent pas à notre représentation actuelle des migrant.e.s, perçu.e.s comme pauvres et exclu.e.s, comme le rappelle **Catherine Gousseff**. De nombreux exilé.e.s russes avaient à Berlin un fort pouvoir d'achat, investissant le Ku'Damm peu à peu délaissé par la bourgeoisie allemande qui avait subi de plein fouet la récession de l'entre-deux-guerres et qui percevait ces étranger.e.s comme des nantis. Ainsi, la communauté

russe se réinventait un quotidien berlinois en investissant l'espace du quartier de Charlottenburg. Les magasins, cafés et épiceries russes fleurirent et acquirent même une certaine renommée. Cependant et à l'instar de Kreuzberg, les différentes communautés ne se mélangeaient guère.

Qu'en est-il du lien entre « marginalisation » et « marginalités » ? Passer de la marginalisation à la marginalité est un processus social. La marginalité est le fait de vivre dans un espace défini, hors du centre mais aussi hors du cadre des activités sociales et de la normativité. Néanmoins, il n'y a pas de division binaire entre culture officielle et groupes marginalisés. Lors du Ciné-Club, **Diane Barbe** nous a montré trois extraits de films de Rainer Werner Fassbinder, Thomas Arslan, Fatih Akin qui, tous, mettent en scène des migrants subissant ou revendiquant une double identité, remettant en question leur appartenance à une communauté fixe. Ainsi, dans *Geschwister* (Frères et sœurs), le réalisateur Arslan montre comment le jeune protagoniste germano-turc hiérarchise les étrangers en fonction de leur origine et de la vague d'immigration à laquelle ils/elles appartiennent. Cela lui donne un sentiment de sécurité et le droit de se sentir « plus Allemand » que les autres, plus intégré et donc moins marginalisé, alors qu'il est sur le point d'effectuer son service militaire en Turquie. Il montre également comment la rue peut devenir le lieu d'une errance mais aussi d'un ancrage, constituant un espace où affirmer son identité par rapport au noyau familial. Le réalisateur filme à plusieurs reprises le personnage principal dans son quartier. Son ancrage prend la forme d'obligations financières : le jeune homme est hélé par différents passants qui lui rappellent les dettes qu'il a à leur égard. L'espace public est un lieu où se jouent différents rapports de pouvoir, notamment la construction d'une masculinité hégémonique. La séquence où les garçons s'accourent à une voiture stationnée permet de montrer comme un rapport d'appropriation au sens propre, qui vise à déposséder les autres, peut se mettre en place dans l'espace public, les jeunes gitans partant sous le regard et les questions du personnage principal.

Néanmoins, il ne serait pas juste de dire que les migrant.e.s restent relégué.e.s dans des quartiers lointains ou dans une condition misérable. Grâce à leurs savoir-faire, ils/elles développent des modes d'intégration tout en gardant leur héritage mixte, à l'instar du musicien d'origine ukrainienne Yuri Gurzhi, qui nous a raconté son histoire. Il utilise ses origines russe et juive dans son activité créatrice de musicien. Autre exemple : les entrepreneurs font de la migration une ressource économique, qui trouve un écho dans la gastronomie allemande, qui s'est diversifiée. Grâce à leur succès, ces entrepreneurs quotidiens ont vaincu l'invisibilité de la marge.

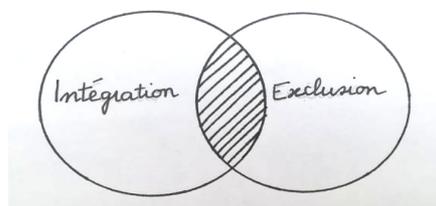
Pour conclure, marginalisation et marginalité doivent être tout autant pensées dans la société d'accueil que dans celle de départ. On constate ainsi que la migration, qu'elle soit temporaire ou pérenne, se caractérise par un point de départ et un point d'arrivée. Comme le décrivait Abdelmalek Sayad, ces deux phénomènes sont liés entre eux : « émigration et immigration sont les deux faces de la même pièce » (*La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil, 1999). Les phénomènes de migration se retrouvent aux marges, et le processus de marginalisation n'intervient pas seulement dans sa composante géographique, mais également symbolique et sociale : qui vient de l'extérieur et qui n'est pas encore à l'intérieur. De cette marginalité, se créent de nouveaux espaces. Ainsi, à travers la marginalisation des

personnes, des migrations et des mémoires, une forme de hiérarchisation apparaît dans ces différentes temporalités. Se situer à la marge, ce n'est pas seulement être l'« étranger » comme figure unique travaillée par Georg Simmel (dans ses *Digressions sur l'étranger*) ; c'est également questionner les rapports de genre, d'origine, les motivations de la migration ou les conditions matérielles de l'arrivée, comme le rappelle **Patrick Farges** dans son propos sur l'histoire des migrations. Les concepts de marginalisation et de marginalité sont fortement liés à ceux d'intégration et d'exclusion, objet de la seconde transversalité.

DEUXIÈME TRANSVERSALITÉ : INTÉGRATION/EXCLUSION(S)

Observer la société berlinoise, identifier ses différentes composantes et la penser comme le résultat des migrations ayant eu lieu en Allemagne du début du XXe siècle à nos jours, nous pousse à mobiliser des concepts tels que le couple notionnel intégration/exclusion. L'intégration renvoie à l'idée d'une « incorporation » d'individus à un groupe, tandis que l'exclusion suppose leur mise à l'écart du groupe.

En premier lieu, tant l'intégration que l'exclusion sont instrumentalisées pour construire une frontière avec « l'autre ». Les concepts d'intégration/exclusion ne fonctionnent qu'à la condition d'accepter la frontière construite entre l'identité allemande et celle de l'« autre » : il s'agit de séparer celui qui exclut ou intègre de celui qui est exclu ou intégré. Dès lors, plutôt que d'opposer ces deux notions, nous avons choisi de les présenter ainsi :



Nous observons dans les différentes séances et visites topographiques que cette frontière est poreuse. Pour illustrer cela, intéressons-nous à l'exemple de l'association *Refugio* (<http://refugio.berlin>) dans le quartier de « Kreuzkölln », qui constitue un lieu de sociabilité et de colocation interculturelles. Géré par la *Berliner Stadtmission*, Refugio se veut un lieu d'intégration de réfugié.e.s venant de plusieurs pays, qui cohabitent avec des résident.e.s allemand.e.s – souvent des étudiant.e.s. Si un important travail d'intégration est réalisé avec les réfugié.e.s, cette « intégration » s'accompagne pourtant d'une forme de sélection préalable, où il s'agit de « plaire » pour être accepté – on pourrait même dire qu'il faut correspondre à un certain idéal de « vie bohème ». Autre critère de sélection non négligeable : l'argent, puisqu'il faut pouvoir payer le loyer, certes subventionné mais néanmoins adossé aux prix du marché. Enfin, il faut aussi accepter d'être pris en charge par une structure confessionnelle (protestante).

Aussi, on peut se demander si le recoupement entre exclusion et intégration ne correspond pas à l'émergence d'une nouvelle identité. En effet, il semble que, parfois, certaines barrières construites pour

délimiter l'intégration (langue, culte, autonomie économique) soient franchies. Citons l'exemple d'**Aydin Akin**, arrivé en Allemagne il y a quarante-neuf ans. Il travaille et paie ses impôts en Allemagne, il y vit en famille, mais il n'a pas le droit de vote au niveau fédéral et réclame ce droit en sillonnant la ville à vélo, muni d'un sifflet et d'un mégaphone afin de se faire entendre (<https://taz.de/!5088719/>). Parfois au contraire, ces limites ne sont volontairement pas franchies : pensons aux Russes blancs venus après la guerre civile qui, même après plusieurs décennies en Allemagne, ne faisaient pas de demande de naturalisation.

L'intégration, mesurée et validée par le niveau ou degré de langue, l'investissement économique, l'engagement politique ou culturel, reflète une approche d'en haut. Ce regard, qui est la perspective majoritaire, nous pousse à réfléchir aux catégorisations des acteur.rices immigrant.e.s. **Lisa Vapné** fait la distinction entre « nous », « les autres qui sont proches de nous » et « les autres qui sont loin de nous ». La construction de l'identité à travers des degrés de l'intégration mesurée par la majorité débouche sur des catégorisations nécessairement problématiques : « bon migrant » ou « bon Allemand d'origine étrangère ». Les critères et frontières que les acteur.rices immigrant.e.s envisagent entraînent comme une recherche de l'identité à la fois par l'intégration et l'exclusion.

Ce double sens nous amène à une question : Qui s'intègre à quoi ? En prenant l'exemple de Kreuzberg à travers nos visites pendant la semaine (en particulier celle pilotée par **Caroline Marburger**), on peut voir ce double sens de l'intégration/exclusion : d'un côté Kreuzberg comme le quartier où les personnes (notamment immigrées) s'intègrent économiquement, politiquement et socialement. De l'autre, Kreuzberg vu comme un « quartier moche » dans la langue quotidienne. Quels sont les critères et frontières de ce quartier d'« immigrés » désigné comme « laid » mais qui est en même temps très vivant ? Selon la perspective majoritaire, les habitants du quartier sont-ils intégrés ou exclus ? Et quelles sont les attentes de la population d'accueil ? Malgré la perspective majoritaire implicitement contenue dans l'idée d'intégration/exclusion, ces termes peuvent être complexifiés en prenant en compte les décalages entre les politiques d'inclusion et les réalités locales, quotidiennes ainsi que la capacité d'action de personnes ou groupes minoritaires sur les structures hégémoniques : c'est là ce qu'on peut appeler la « perspective minoritaire ».

Un phénomène récurrent dans les cas rencontrés au cours de la semaine est le décalage entre les politiques venues du haut et leur application au niveau local et quotidien. À cette échelle, des formes d'intégration ou d'exclusion émergent qui échappent partiellement au contrôle des autorités. Malgré une politique d'interdiction des contacts entre prisonniers de guerre et STO français (service du travail obligatoire) et femmes allemandes pendant la Seconde Guerre mondiale, **Gwendoline Cicottini** montre que des relations sexuelles et/ou amoureuses se développent, qui transgressent et brouillent cette frontière voulue étanche entre les groupes. Après la guerre, les *Gastarbeiter* s'établissent, pour certains, en Allemagne de l'Ouest, malgré la volonté de l'État de les voir repartir. Ce ne sont pas seulement les volontés d'exclusion de l'État qui sont contrariées, mais aussi, parfois, celles d'inclusion. L'apprentissage de la langue allemande par les réfugié.e.s politiques espagnol.e.s, voulu par les autorités est-allemandes, s'est ainsi heurté à un manque d'enthousiasme certain, comme le souligne **Aurélie Denoyer**.

Au terme de la présente transversalité, et eu égard aux différentes situations présentées à titre d'exemples, il apparaît que les concepts d'intégration et d'exclusion sont loin de constituer des termes ou réalités simples. L'intégration, pensée par la société d'accueil et imposée aux nouveaux arrivants, reste bien souvent inaboutie, et donc un idéal non atteint. Avec l'arrivée d'immigrant.e.s en Allemagne à l'été 2015, les débats sur l'immigration, l'intégration et l'exclusion font l'actualité du pays. Mais c'est également tout un débat autour de la « solidarité », troisième transversalité, qui est lancé à ce moment-là.

TROISIÈME TRANSVERSALITÉ : SOLIDARITÉ(S)

Le terme de solidarité s'est imposé dès le départ de l'atelier : le premier soir, face au restaurant où nous nous sommes retrouvés, nous avons remarqué un local sur lequel était inscrit « solidarité » en français, en turc, en arabe et en allemand (voir photo).



Photographie de Julia Maspero

Si le terme « solidarité(s) » n'a pas été utilisé directement par les témoins ou intervenant.e.s rencontré.e.s, il nous a néanmoins paru important d'interroger ce concept. La solidarité sera ici pensée comme un devoir moral et un acte concret mettant en application ce devoir. De cette double définition on retiendra que la solidarité n'est pas uniquement un sentiment mais qu'elle recouvre, surtout au pluriel, des pratiques. À titre d'exemple, sous le nazisme, une personne cachée et protégée durant la guerre ne l'était pas par une seule personne mais cet acte nécessitait la complicité d'environ une vingtaine de personnes. Ainsi, ce terme a une connotation positive – il semble en effet difficile d'être contre la solidarité –, ce qui fait qu'il peut aisément être utilisé comme label. Cependant, l'idée que la solidarité est liée à l'interdépendance au sein d'un groupe social ne doit pas faire oublier les asymétries de pouvoir au sein des groupes, et la domination que peut induire une position d'aidant.e, comme l'a souligné **Elissa Mailänder**.

La solidarité se manifeste à différentes échelles. Au niveau individuel, **Gwendoline Cicottini** évoque les gestes quotidiens de solidarité qui pouvaient exister durant la Seconde Guerre mondiale entre les femmes allemandes et les prisonniers de guerre et travailleurs forcés. Certaines femmes espéraient que leurs proches allemands qui étaient prisonniers de guerre ailleurs tomberaient eux aussi sur des âmes charitables qui leur rendraient la vie plus facile ; d'autres exploitèrent leur position dominante en tant qu'« aryennes » vis-à-vis d'hommes étrangers infériorisés. Nourriture, vêtements ou petits mots étaient échangés en contrepartie de rapports sexuels ou de gestes d'affection. Or ces actes, ainsi que tout contact en général, étaient interdits et punis. **Christel Trouvé** évoque quant à elle l'aide qu'un médecin SS allemand a apporté à Harry, prisonnier de guerre irlandais qui avait été assigné à la construction du Bunker Valentin, une usine fortifiée censée produire la nouvelle génération de sous-marins allemands. Harry étant malade et s'étant pris d'affection pour lui, le médecin lui proposa de travailler pour lui, ce qui évita à Harry, à la condition physique affaiblie, une mort sur le chantier où les conditions de travail étaient inhumaines ou lors des marches forcées à la fin de la guerre. De retour en Irlande, Harry insista dans sa biographie sur le rôle héroïque de ce médecin. Mais si le médecin a bien sauvé la vie de ce jeune Irlandais, il n'en est pas moins certain qu'il est co-responsable de la mort de bien d'autres prisonniers.

Ces deux exemples permettent de penser la double interprétation à laquelle la solidarité est soumise. Les gestes solidaires des femmes allemandes vis-à-vis des prisonniers de guerre et des travailleurs forcés sont, durant la guerre, punis par la loi. Qui plus est, dans le contexte de la dictature nazie en guerre, ces gestes de solidarité sont criminalisés. Mais ces actes et les motivations restent ambivalents et tributaires de la configuration de pouvoir en place. La représentation du médecin-héros construite par Harry est à nuancer : Harry semble avoir été un cas isolé. Sans doute faut-il ici mobiliser la catégorie de la race, qui primait sur toutes les autres, sans laquelle les rapports sociaux sous le nazisme restent incompréhensibles.

Dans un tout autre contexte, les témoignages recueillis auprès d'habitant.e.s du quartier de Kreuzberg, disponibles au Musée de Kreuzberg-Friedrichshain, ont permis d'observer différentes dynamiques de solidarité groupale. L'une des solidarités rencontrées est celle existant au sein d'un groupe de personnes de même origine et visant à faciliter l'intégration et la visibilité. À côté de cette solidarité intra-groupe, il y a aussi celle de l'intergroupe. Parfois les deux se mêlent, comme l'illustre le témoignage d'Ercan Y. : répondant aux attaques fascistes au moment de la chute du mur et de la réunification, lui et d'autres personnes issues de l'immigration fondent un mouvement de jeunesse antifasciste : Antifa Gençlik. En plus de leurs meetings, ils et elles tentent de trouver des solutions de relogement pour les réfugiés victimes de violences xénophobes. D'autres actions sont menées aux côtés des Black Panthers et du groupe des 36 Boys. En plus de mettre en exergue le rôle de la politique comme moteur de solidarité intra- ou intergroupes, l'exemple d'Antifa Gençlik montre qu'une telle solidarité peut se former autour d'une classe d'âge. La solidarité semble donc nécessiter un dénominateur commun – les origines, la politique, les besoins spécifiques d'une génération, le genre (solidarité entre femmes) – et représente une réponse à la marginalisation de groupes ou d'individus.

Si l'on définit la solidarité comme un sentiment, il semble difficile de penser ce concept au-delà de l'individu ou, à la rigueur, du groupe. Cependant, des actes mettant en application le « devoir moral » de solidarité se déploient bien à un niveau institutionnel. Peut-on alors penser des solidarités institutionnelles ? On pense en premier lieu aux associations. Le témoin **Yuri Gurzhi**, avec lequel nous avons eu l'occasion d'échanger, juif ukrainien russophone arrivé en Allemagne dans les années 1990 avec ses parents, nous a appris que sa mère avait, plusieurs années après son arrivée, travaillé dans une organisation juive destinée à aider les femmes juives venant d'arriver en Allemagne. La solidarité collective peut donc s'exprimer et s'organiser au sein de structures institutionnalisées, le niveau meso, si important dans les études sur les migrations selon **Patrick Farges**. Ces formes associatives peuvent être l'incarnation d'une solidarité au sein d'un groupe social déjà constitué de manière plus ou moins structurée, mais peuvent également être à l'origine de nouveaux groupes et de nouvelles solidarités concrètes non nécessairement existantes a priori. On voit donc que la solidarité, notamment institutionnalisée dans un cadre associatif, si elle peut être réprimée, peut aussi pallier les manques des politiques publiques, en proposant des actions parallèles et nécessaires à la cohésion sociale. Pourrait-on cependant aussi penser une solidarité au niveau plus haut ou au moins municipal ?

La solidarité peut être pensée de manière plus large en évoquant le choix de certains acteurs, particuliers institutionnels, de conserver et de mémorialiser des lieux symbolisant la migration. La solidarité étant ici à comprendre comme une action collective partant d'un « devoir moral » de laisser trace du passé (le *Denkort Bunker Valentin*, le *NS Zwangsarbeit Dokumentationszentrum*, tous deux liés aux migrations forcées de la Seconde Guerre mondiale) et, parfois, de valoriser l'expérience migratoire, comme l'illustre la bibliothèque de témoignages audio des habitants de Kreuzberg au FHXB Museum. Ce musée se veut à l'image du quartier, un acte de solidarité, d'ouverture, de partage. La solidarité, dès qu'elle se manifeste dans un groupe de gens et dans un espace, contribue à structurer et à construire un espace donné. C'est l'objet de la dernière transversalité.

QUATRIÈME TRANSVERSALITÉ : APPROPRIATIONS DE L'ESPACE

Charlottenburg a pu constituer un espace structuré par des réseaux d'entraide élaborés par les émigré.e.s russes arrivé.e.s à Berlin dans les années 1920. Pour pouvoir s'appuyer les un.e.s sur les autres, organiser des rencontres littéraires ou politiques, mais aussi trouver travail ou logement, ils et elles se retrouvaient dans des cafés, des théâtres, des librairies, créant des micro-unités géographiques russes, structurées notamment en fonction des orientations politiques. Plus récemment, à « Kreuzkölln », *Refugio* s'insère dans un espace déjà constitué mais le transforme à travers la circulation des personnes, l'organisation et la mise en place d'espaces de sociabilité et d'activités. En effet, une association installée dans cette

structure propose des visites guidées dispensées par des réfugié.e.s et présentant le quartier et la ville à travers leur expérience.

La solidarité entre ancien.ne.s et nouveaux.elle.s habitant.e.s de Kreuzberg se manifeste également dans la lutte contre la hausse des loyers. Une association est même née de cette contestation : « Kotti & Co ». Y adhèrent des personnes aux profils divers. Directement concernées ou non, elles dénoncent la privatisation des logements sociaux, dont beaucoup de locataires sont d'origine turque. Cette privatisation pousse en périphérie de la ville les habitants les moins aisés. En 2012, des résident.e.s d'un logement social à Kottbusser Tor ont construit sur cette place une « maison de protestation », nommée *gecekondu* (ou « posé la nuit », habitat informel typique des métropoles turques). Par cette occupation de la place publique en plein centre de Kreuzberg, il s'agit de rendre quotidiennement visible ce combat et d'interpeller les pouvoirs publics sur les revers d'une telle politique urbaine. Le *gecekondu* étant encore debout aujourd'hui, la Kottbusser Tor est un exemple de transcription sur le territoire de la solidarité des habitants berlinois entre eux.



Photographie de G. Emre Yildirim

« S'appropriier », c'est faire sien quelque chose qui peut être soit déjà à soi, soit à autrui. L'histoire du quotidien, telle qu'elle a été développée par l'historien Alf Lüdtké, tente de mieux comprendre comment les acteur.rices s'octroient des marges de manœuvre et d'action en contexte contraint, et de saisir les motivations qu'ils/elles tirent de leurs expériences genrées au quotidien. Soucieuse des constructions de sens (M. de Certeau) et des ré-appropriations concrètes (A. Lüdtké) par ceux et celles qui vivent et font l'histoire, elle permet justement de toucher aux réalités sociales et politiques vécues. Lorsqu'on parle d'« espace », particulièrement dans la ville, il ne s'agit pas uniquement de l'espace physique, saisissable dans ses dimensions concrètes. Il y a aussi d'autres « espaces », tels l'espace sonore ou olfactif, qui relèvent de l'éphémère et de l'insaisissable. Par conséquent, dans la suite, on se référera à deux catégories majeures, celles du « physique » et de l'« imaginaire », à l'intérieur desquelles on distinguera quatre sous-dimensions de l'espace : le politique, le mémoriel, le linguistique, et le socio-culturel. Bien évidemment, les contours de ces catégories sont perméables et donc en constant dialogue et mouvement. Nous nous intéressons ici à l'appropriation de l'espace physique, puis, dans un deuxième temps mémoriel.

L'histoire contemporaine de Berlin est marquée par de nombreuses formes d'utilisation de l'espace à des fins politiques. En ce sens, le Musée de Kreuzberg-Friedrichshagen explore ces revendications politiques, en général relatives au coût de l'immobilier. Notons que le mur de Berlin entourait le quartier. De plus, on y trouvait des *Großraumsiedlungen* (grands ensembles) dont les loyers étaient régulés, rendant les investissements peu attractifs. En conséquence, les logements étaient de mauvaise qualité, mais relativement bon marché, ce qui faisait de ces quartiers une cible de choix pour les migrants venant à Berlin, mais aussi pour de nombreux artistes. Néanmoins, dès les années 1970, la situation est devenue plus problématique et les immeubles de ces quartiers ont été occupés pour des revendications politiques et sociales, concernant l'immobilier mais aussi en signe de protestation contre le gouvernement.

Cette appropriation de l'espace public au sein de quartiers berlinois perdure encore aujourd'hui, notamment à Kreuzberg. En effet, de 2012 à 2014, l'Oranienplatz ainsi qu'une ancienne école dans la Ohlauerstrasse ont été occupées par des demandeur.se.s d'asile, « protégé.e.s » par la population locale et par des militant.e.s. L'occupation était un acte de protestation face à la politique migratoire de l'Allemagne. L'événement marque une alliance entre espace et migration – thème au cœur de l'atelier – mais aussi entre migrant.e.s et population locale.

Par ailleurs, en nous promenant dans la ville lors des visites guidées, nous avons remarqué qu'à bien des endroits, la mémoire, à la fois collective et individuelle, s'inscrit physiquement dans le présent berlinois. Un premier exemple sont les *Stolpersteine*, ces pierres d'achoppement qui font « trébucher » les passants dans chaque quartier.



Photographie de G. Emre Yildirim

Ces pierres représentent la trace concrète de personnes déportées, ainsi que de la communauté juive de Berlin, décimée par le nazisme. Les *Stolpersteine* redonnent corps à ces personnes qui avaient été exclues de la société, les localisant à nouveau sur des lieux physiques concrets (des adresses). Désormais, chaque touriste, flâneur ou résident de Berlin est confronté à cette mémoire inscrite sur le seuil des bâtiments. En fait, si l'on suivait leurs emplacements sur un plan de Berlin, on remarquerait que les *Stolpersteine* forment un cheminement dans la ville, permettant de superposer le passé de ceux dont on veut garder le souvenir, au présent des visiteurs. On peut parler d'une appropriation de l'espace public au travers d'un ancrage physique qui contraste avec un certain oubli de l'histoire. Les *Stolpersteine* sont aussi la

concrétisation du devoir de mémoire des individus : ils s'inscrivent dans le temps des individus mêmes, ainsi que dans la durée du processus bureaucratique.

En effet, l'espace mémoriel est intimement lié au temps, ce qui est évident dans la réflexion sur les *Stolpersteine*, mais encore plus visible lorsqu'on visite le NS *Zwangsarbeit Dokumentationszentrum* de Schöneweide. Les bâtiments qui, à l'époque de la Seconde Guerre mondiale, constituaient un camp de prisonniers, travailleurs forcés, ont été, après-guerre, appropriés par les habitants du quartier, situé à Berlin-Est. L'appropriation a été progressive, dans l'embarras peut-être de ce que ces baraques représentaient, en masquant leur fonction originelle derrière des pratiques quotidiennes : un cabinet médical, un magasin. En 2006, lorsque le Centre de documentation a ouvert ses portes, plusieurs baraques ont été reconstituées. Aujourd'hui, on voit encore les couches successives d'appropriation de l'espace, qui font désormais partie intégrante de l'histoire du lieu : celle des détenus, dont les parcours sont mis en valeur par l'exposition permanente, et qui ont laissé des traces physiques de leur passage dans les inscriptions encore visibles sur les murs des bunkers ; celle de la collectivité vivant sous le national-socialisme, ainsi que dans l'après-guerre.



Photographie de G. Emre Yildirim

Il convient en outre de réfléchir à l'intégration économique des migrant.e.s, renforcée par l'emploi de leur langue dans l'espace appropriée. L'intégration ne passe pas seulement par la langue du pays d'accueil, mais tient aussi localement à la reconnaissance sur le marché du travail, marqué largement par la langue du pays d'origine. Ainsi la dimension linguistique est-elle considérée comme une démarche à suivre pour montrer que ce quartier est le symbole stratégique de la présence économique, des vies individuelles et des intégrations atypiques des habitant.e.s du lieu.

EN GUISE DE CONCLUSION

L'ambition de cet atelier topographique était de mettre au cœur de la réflexion le phénomène migratoire, en faisant intervenir d'une part des spécialistes franco-allemand.e.s de la socio-histoire des migrations ; d'autre part par la rencontre avec des professionnel.le.s (pédagogues, muséographe, travailleuse sociale, guides) opérant dans le domaine de la transmission et dans la mise en pratique de l'intégration. De plus, le choix des lieux visités (musées, institutions, archives, associations de migrant.e.s) ont permis d'établir des liens entre histoire, recherche et société et de fournir des terrains pour ce travail collectif de rédaction.

L'atelier a permis d'aborder la question des migrations comme objet historique et socio-politique complexe de manière concrète, située et problématisée : en cela, il a contribué à renouveler le regard sur les migrations, en faisant le lien avec le Berlin d'aujourd'hui. Il s'agit donc d'une manifestation pédagogiquement inspirée des « *Geschichtswerkstätten* » et des formes de « *Student Initiated Knowledge* ». Comme ces modèles pédagogiques, il s'agissait de mettre en avant le travail actif avec des sources primaires et des lieux historiques afin de sensibiliser les participant.e.s à la thématique, tout en leur permettant de s'approprier voire de faire des allers-retours avec des méthodes scientifiques et des savoirs constitués.

Alors que nous sommes confronté.e.s dans toute l'Europe à un virage politique vers l'extrême droite, qui prône la fermeture des frontières et cultive une haine tenace de toute politique d'accueil, ces allers-retours nous paraissaient bienvenus.

ADAMOPOLOU Maria (Institut universitaire européen, Fiesole, Italie), AMENNA Yacine (EHESS, Paris, France), BERNARD Giselle (Oxford University, Grande-Bretagne), CENEDESE Marta-Laura (Université de Turku, Finlande), CONTENTIN EL MASRI Caroline (Freie Universität Berlin, Allemagne), DELFAURE Clémence (Université de Paris, France), DELMAIRE Lea (Sciences Po Paris, France), DENOYER Aurélie (Centre Marc Bloch Berlin, Allemagne), FARGES Patrick (Université de Paris, France), HASIRCIOGLU Ecem (Université de Paris, France), KOUSSOU KODJOVI Charles (Université de Cergy-Pontoise, France), KUBLER Clara (Centre Marc Bloch Berlin, Allemagne), MAILÄNDER Elissa (Sciences Po Paris, France), MARAND Carla (Sciences Po Paris, France), MASPERO Julia (EHESS, Paris, France), MULLER Julien Jimmy (Université Paris 8, France), NESSLER Miriam (Bauhaus-Universität Weimar, Allemagne), PAUPERT Marion (Sciences Po Paris, France), THEVENIN Elodie (Université Jagellone de Cracovie, Pologne), YILDIRIM GALIP Emre (ENS Cachan, France)

